

14 févr. 2025, 09 :09 / Màj. il y a 1 jour

Jean-Yves Gabbud, Alexandre Beney

Le projet de développement de l'aéroport de Sion redécolle

Le Conseil d'Etat avait lancé l'idée de cantonaliser l'aéroport de Sion. Mais lors de la consultation de ce projet, le retour avait été mitigé. Le Conseil d'Etat avait alors décidé de lâcher l'affaire. Critiqué au Grand Conseil, le conseiller d'Etat Christophe Darbellay avait demandé aux députés de l'obliger à agir s'ils le souhaitaient.

C'est ce qui est fait durant cette session de février. Et plutôt deux fois qu'une.

- Grégory Logean et Cyrille Fauchère (UDC), Sonia Tauss-Cornut (PLR) et Claire-Lise Bonvin (Le Centre) demandent dans une motion au Conseil d'Etat de « **proposer au Grand Conseil un projet de loi visant à assurer le développement et l'avenir de cette infrastructure.** »

Cette motion a été acceptée par 93 voix contre 30 et 2 abstentions.

- Une deuxième motion, signée par Julien Dubuis et Didier Morard (PLR), Claire-Lise Bonvin et Cyrille Fauchère, invite le Conseil d'Etat à présenter « **le dossier de l'aéroport de Sion, soit la loi concernant sa gestion et son exploitation, au Grand Conseil ainsi que les modalités de financement de cette infrastructure essentielle pour le Valais.** »

Cette deuxième motion a été acceptée par 99 voix contre 22.

Le débat

- La socialiste Marilyne Andrey-Berclaz demande de prendre acte du résultat de la consultation, qui montre que le projet n'est pas soutenu. Elle estime que l'infrastructure n'aurait servi qu'à une minorité, alors que les nuisances toucheraient tout le monde. Le groupe PS et Gauche citoyenne est favorable à une cantonalisation de l'aéroport, mais sans qu'il ne soit développé.
- Les Vert.e.s par la voix Alexandre Dubuis estiment que «le modèle économique de l'aéroport est fragile» et constatent que les collectivités publiques doivent financer l'infrastructure. Les écologistes refusent le développement de l'aéroport. Par contre, ils soutiennent une cantonalisation, pour « éviter un hold-up par l'économie privée ».
- Diego Schmid (UDC du Haut) soutient le développement de l'aéroport, mais pas à n'importe quel prix. Il ne souhaite pas que les communes soient obligées d'en devenir actionnaires, il préfère que l'actionnariat soit ouvert aux privés.

- Grégory Logean (UDC) évoque la présence de H55 à Sion et les retombées économiques et touristiques de l'aéroport. « L'association des riverains de l'aéroport de Sion est favorable à ce projet », indique-t-il.
- Claire-Lise Bonvin (Le Centre) « nous ne pouvons pas nous permettre de perdre le contrôle de cette infrastructure », qui a des retombées économique de plus de 70 millions par an, qui joue un rôle important au niveau touristique, mais aussi sanitaire.
- Sonia Tauss-Cornut (PLR) reproche à Christophe Darbellay son approche frileuse dans ce dossier. « Nous souhaitons que le Conseil d'Etat propose un projet de loi pour permettre un débat démocratique sur l'avenir de l'aéroport de Sion. »